



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONNAIE de PARIS

Établissement monétaire de Pessac
ZI – Voie Romaine
33600 Pessac

Références : 2026-0245
Code AIOT : 0005201064

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement MONNAIE de PARIS implanté Établissement monétaire de Pessac ZI - Voie Romaine 33604 Pessac. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONNAIE de PARIS
- Établissement monétaire de Pessac ZI – Voie Romaine 33604 Pessac
- Code AIOT : 0005201064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site MONNAIE DE PARIS de Pessac a été créé en 1973. Il abrite la fabrication des pièces de monnaies courantes et de collection, principalement à destination de la France et de quelques monnaies étrangères.

La société emploie 180 personnes et fabrique 1,5 milliards de pièces par an.

Les grandes étapes de fabrication comprennent la découpe de flans de pièces à partir de bobines d'acier, le traitement de surfaces (dégraissage, cuivrage si besoin, cordonnage, brillantage), la frappe et le conditionnement.

Le site dispose d'un atelier d'outillage où sont créés les coins nécessaires à la frappe (gravure, chromage).

Concernant les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mars 2017, complété par les arrêtés complémentaires du 12 juin 2018, du 8 mars 2021 et du 26 janvier 2024.

Contexte de l'inspection :

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection portant sur les produits chimiques réalisée par sondage a fait apparaître une gestion adaptée des conditions de stockage. L'exploitant devra toutefois apporter les éléments de réponse aux demandes formulées en ce qui concerne la compatibilité de deux produits et l'état des stocks.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème-s : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les produits, objets de l'inspection, ont été sélectionnés par sondage. Ont été retenus : <ul style="list-style-type: none">• le SRB 100, produit de nettoyage des outils• le SPALECK Finish Compound D 676-U Les FDS disponibles ont été présentées. S'agissant de l'accès des travailleurs aux informations des FDS, l'exploitant a présenté l'outil informatique « introqual.doc », utilisé par l'ensemble des opérateurs et encadrants. Cet outil donne accès aux FDS ainsi qu'à des versions simplifiées de type fiches réflexes. Ces fiches réflexes ont également vocation à être affichées au niveau des postes d'utilisation des produits. Il a pu être constaté que la version simplifiée est effectivement affichée au niveau du poste de nettoyage où est utilisé le SRB 100.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Le contrôle de la bonne mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques a porté sur les moyens d'extinction disponibles sur la zone de stockage des deux produits objets de contrôle. Les extincteurs présents à proximité sont des extincteurs de type eau pulvérisée ce qui

correspond aux moyens préconisés sur les FDS.

La FDS du SRB 100 prévoit que les réservoirs soient bien fermés. Le fût de stockage est effectivement équipé d'un dispositif d'aspiration étanche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème-s : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 – I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Constats :

Le SRB 100 est stocké en fûts de 200 litres sur des rétentions individuelles de 210 litres.

Le Spaleck Finish Compound D 676 U est stocké en bidon de 25 litres sur une rétention pouvant contenir jusqu'à 72 bidons (soit 1,8 m³). Le volume de la rétention est 2 m³ (dimension en mètres 2,6x1,3x0,6).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Constats :

L'exploitant a présenté la grille d'incompatibilité qu'il utilise pour les rétentions multiproduits.

Cette grille est affichée au niveau de la rétention du produit Spaleck finish compound D 676-U sur laquelle est également stocké le produit Spaleck finish compound X 440-U.

La Spaleck finish compound D 676-U est un produit corrosif basique de pH 9,2, donc incompatible avec les acides. Sa FDS ne fait pas état d'autres incompatibilités.

La FDS du Spaleck finish compound X 440-U ne fait pas état d'incompatibilité particulière. Son pH n'y est pas précisé. Il mérite d'être vérifié pour s'assurer de la compatibilité des deux produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure auprès de son fournisseur que le produit Spaleck finish compound X 440-U n'est pas un produit acide.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

Les dispositions relatives à l'état des stocks ont déjà fait l'objet de contrôles lors des inspections du 10/09/2024 et 08/12/2025.

Il avait initialement été constaté que l'exploitant disposait d'un inventaire des produits chimiques recensant les quantités maximales. Il avait alors été demandé mettre en place un outil reprenant les stockages réels.

Par la suite l'exploitant a présenté une solution progiciel dénommée « X3 » permettant une gestion de stock en temps réel.

Lors de la dernière inspection du 08/12/2025 (rapport du 23/12/2025), il a ainsi été demandé à l'exploitant de se positionner sous 3 mois sur la poursuite du déploiement du progiciel « X3 » ou de justifier de la solution retenue pour disposer d'un état des stocks reflétant les niveaux de stockages réels.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que la solution progiciel X3 ne serait pas généralisée mais qu'une solution incluant des inventaires réguliers des stocks serait retenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise la solution retenue pour établir l'état des stocks conformément à la demande formulée dans le rapport d'inspection du 23 décembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois